

Le Jour, 1952
26 avril 1952

D'UNE CRISE A L'AUTRE

Il faut contribuer à donner du relief au discours courageux qu'a fait dimanche M. Pinay à l'inauguration de la foire de Lyon.

« Un pays sain, une économie puissante ne peuvent s'accommoder, a dit M. Pinay, d'une monnaie toujours défaillante.

« Une monnaie défaillante introduit le désordre partout, dans les faits comme dans les esprits, dans les prévisions les plus savantes comme dans les milieux les plus abrités.

« Elle ronge tout, l'expansion commerciale à l'extérieur puis le développement économique à l'intérieur, enfin l'équilibre social et les institutions politiques. Bref, la santé morale d'une nation et son prestige dans le monde.

« Le premier devoir d'un gouvernement c'est donc de défendre la monnaie car en défendant la monnaie on défend tout... ». (Vous entendez bien : on défend tout).

« Il faut sauver le pouvoir d'achat effectif du consommateur, assurer la stabilité monétaire pour établir la stabilité économique, base de la stabilité et du progrès sur le plan social ».

Nous rappelions ici même, il y a quelques semaines, quelle folie **c'est de confondre l'instrument du pouvoir d'achat et de l'épargne avec les dettes de l'Etat ».**

Dans une conférence de décembre dernier (au Cénacle libanais), à laquelle la presse et l'opinion s'intéressent encore, nous disions ceci :

« Dans deux ordres différents, deux choses principalement, en dehors des guerres ou à la suite des guerres, ont abîmé l'Europe et ce qui dépend d'elle ; l'abus des lois d'abord et l'abus des dévaluations.

« L'Europe ne sait pas encore assez qu'en rendant si compliqué son appareil législatif elle a fatigué les cerveaux et qu'en ruinant si souvent sa monnaie, elle a démoralisé le citoyen et ruiné la vie sociale. La fausse monnaie y a tué la confiance et une législation écrasante y a tué l'initiative ».

Nous ajoutions **« qu'au Liban » on ne veut pas de lois inhumaines et on veut la stabilité monétaire.** Enfin, disions-nous, **« plus nos lois seront modérées, plus nous respecterons les contrats, plus nous serons le refuge des personnes et des biens, mieux nous défendrons l'ordre moral, social, administratif et politique », mieux nous nous porterons.** – Ce sont des vérités élémentaires, mais il n'y a plus d'évidence qui ne doive être défendue :

« Le défenseur de l'évidence est l'ennemi de la cité... »

Si amère et décevante que soit la remarque, il faut la renouveler, la proposer à l'obstination des démagogues et des foules.

Nous sommes heureux assurément que notre pensée, modestement et fermement exprimée, et celle du Président du Conseil français se rejoignent.

Le temps des illusions est passé. Il faut se mettre devant les faits et constater bravement avec M. Pinay « **qu'en défendant la monnaie on défend tout** » ; **tout, c'est-à-dire, dans une large mesure la vie spirituelle elle-même, la vie morale, la vie sociale ; et, de surcroît, la condition physique, la santé des citoyens.** Car l'homme de gouvernement et le législateur ignorent trop souvent les répercussions dramatiques que leurs fantaisies ont sur notre muscle cardiaque et sur notre système nerveux ; **sur nos humeurs**, au moins, en donnant à ce terme sa valeur du langage classique.

Un peuple qui se fait du mauvais sang à l'excès est un peuple qui s'empoisonne. Un peuple dont le cerveau fonctionne dans la hantise des débâcles monétaires et des méandres de la loi est un peuple qui ne sait plus travailler et qui est voué à la mort.

De longs efforts personnels et collectifs ont donné au Liban un statut monétaire idéal. Il faut y tenir comme on s'accroche au dogme ; et nous espérons bien qu'il en sera ainsi. Mais il faut ajouter à cela, dans un autre secteur, cet esprit libéral, cette fermeté d'intention qui maintiennent la confiance ou qui la restaureront.

Il ne suffit pas que notre monnaie soit excellente pour que notre propre économie prospère ; **à la confiance dans la monnaie il faut joindre la confiance dans les pouvoirs publics, dans la justice, dans l'administration, dans la police de l'Etat.** Si nous pouvions réussir dans ce domaine ce qui fut réussi dans l'autre, nous n'aurions pas l'écho de tant de plaintes et de malédictions. Mais cela ne dépend plus d'une technique servie par l'expérience ; il s'agit là du comportement des hommes et de leur propre valeur morale et sociale. **Personne n'entreprendra plus une affaire d'envergure au Liban si l'Etat ne fait pas respecter les droits les plus sacrés de chacun.**

En France, M. Pinay fait œuvre de salut en restaurant la monnaie. Au Liban, la monnaie peut servir d'exemple à toutes les autres. C'est l'autorité, en état de crise aigue, qui a besoin d'être restaurée.

M. C.